

## ESPAGNE

La croissance économique a été vigoureuse, mais elle devrait se modérer en 2019 et 2020. Quand bien même, le taux de chômage poursuivra son recul, mais il restera élevé. La demande intérieure, soutenue par des taux d'intérêt bas et une forte hausse de l'emploi, demeurera le principal moteur de la croissance.

Une réduction durable du ratio élevé de la dette publique par rapport au PIB passera par de nouvelles diminutions du solde structurel, cependant que le gouvernement devra s'en tenir à ses objectifs d'assainissement budgétaire à moyen terme. Elle nécessitera aussi le maintien d'une forte croissance économique. Pour stimuler la croissance, des réformes porteuses de gains de productivité pour développer la concurrence et l'innovation et améliorer les compétences devront aussi être introduites. Ces réformes permettraient également de générer des emplois mieux rémunérés et de réduire les inégalités.

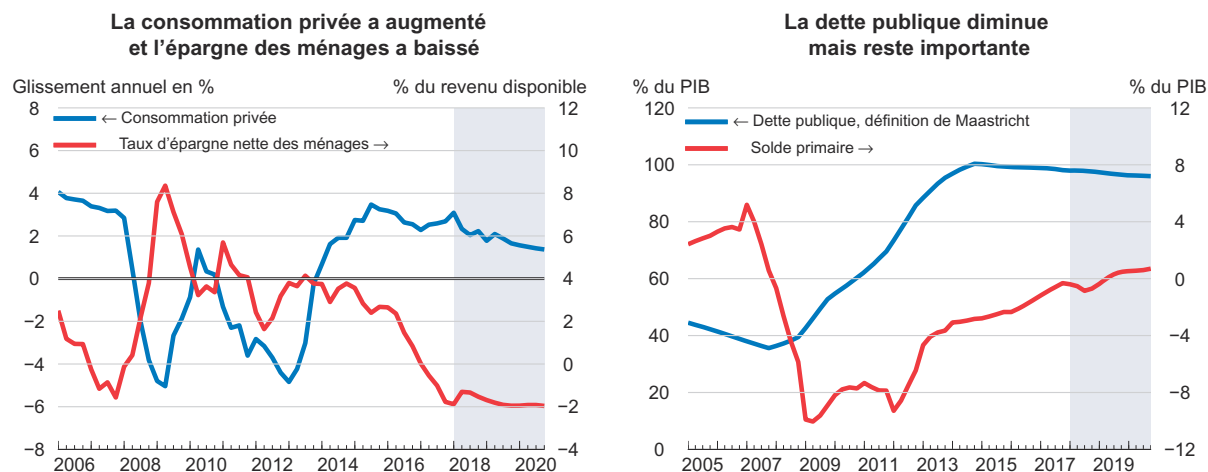
### *La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance*

La demande intérieure reste solide, bien que les effets favorables qu'ont engendrés la faiblesse des prix du pétrole et les baisses d'impôt de ces dernières années se sont dissipés. Les conditions financières propices, les gains d'emploi solides et certaines mesures inscrites au budget 2018, comme la revalorisation des salaires et des retraites, continuent de porter la consommation privée. L'investissement des entreprises poursuit sa progression, à la faveur de coûts de financement faibles et d'une amélioration des marges bénéficiaires. La croissance des exportations a marqué le pas, celle des marchés d'exportation ayant amorcé une décélération.


### *Les pouvoirs publics devraient s'attaquer aux déséquilibres qui perdurent et à la faiblesse de la productivité*

La politique monétaire de la zone euro restera accommodante, stimulant ainsi l'investissement et la consommation. L'orientation budgétaire a également accompagné la

### Espagne



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877259>


Espagne : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 081.2	3.2	3.0	2.6	2.2	1.9
Consommation privée	626.0	2.9	2.5	2.4	1.8	1.5
Consommation publique	208.9	1.0	1.9	2.1	1.6	1.3
Formation brute de capital fixe	214.7	2.9	4.8	6.1	3.8	3.8
Demande intérieure finale	1 049.7	2.5	2.9	3.1	2.2	2.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	6.3	-0.1	0.1	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 055.9	2.4	3.0	3.2	2.3	1.9
Exportations de biens et services	356.1	5.2	5.2	1.6	2.8	4.0
Importations de biens et services	330.9	2.9	5.6	3.5	2.9	4.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	25.2	0.8	0.1	-0.5	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.3	1.2	0.9	1.9	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.3	2.0	1.9	1.9	1.7
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	0.7	1.2	1.2	1.6	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	–	19.6	17.2	15.3	13.8	12.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	1.8	-0.8	-1.5	-1.8	-1.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-4.5	-3.1	-2.7	-1.8	-1.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	116.5	114.7	114.6	113.1	111.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	99.0	98.1	97.7	96.5	96.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.3	1.8	1.0	1.0	1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878171>

croissance cette année ; le déficit atteindra 2.7 % du PIB en 2018, un chiffre supérieur aux prévisions initiales. La politique budgétaire devrait être globalement neutre en 2019-20. Le gouvernement devrait s'en tenir à ses objectifs d'assainissement à moyen terme pour assurer une réduction durable du ratio de la dette publique par rapport au PIB, et toute évolution de la croissance plus positive que prévu devrait être mise à profit pour réduire encore la dette.

Le marché du travail reste segmenté et marqué par un fort chômage de longue durée et des jeunes et par la multitude des contrats temporaires. Ne pas relâcher l'effort pour lutter contre l'abus des contrats de ce type est primordial pour atténuer le dualisme du marché du travail. Une meilleure coordination des services sociaux et de l'emploi permettrait de faire reculer le chômage et les inégalités. Le développement de l'offre d'éducation pour les jeunes enfants de 0 à 3 ans doperait le taux d'activité des femmes et améliorerait la formation de capital humain à terme, en particulier pour ce qui concerne les enfants issus de milieux défavorisés. Une meilleure formation des enseignants et le développement de nouvelles offres dans l'enseignement et la formation professionnels en alternance renforceraient aussi les compétences, ainsi que les perspectives d'emploi des catégories vulnérables.

La faiblesse des gains de productivité est un frein à une croissance durable et inclusive. La mise en œuvre effective des réformes structurelles adoptées précédemment pour lutter contre la fragmentation des marchés intérieurs de produits sera la clé pour créer des économies d'échelle. Enfin, renforcer encore la coordination et l'évaluation des politiques d'innovation régionales et nationales pour éviter les doublons, et encourager le développement et la spécialisation des universités, seraient gage d'une innovation de meilleure qualité.

### ***La croissance devrait modérer son allure***

La croissance devrait s'essouffler progressivement pour revenir à 2.2 % et 1.9 % en 2019 et 2020, respectivement. La demande intérieure va marquer le pas, avec le rythme des créations d'emplois qui ralentira et l'épargne des ménages qui commencera à se stabiliser à son faible niveau d'aujourd'hui. Les paiements courants resteront excédentaires, mais dans une proportion moindre qu'au cours des deux dernières années, la progression des exportations ralentissant dans le sillage de celle des marchés d'exportation. Compte tenu de la forte proportion des emplois temporaires et à temps partiel, la hausse des salaires devrait rester en demi-teinte face à un taux de chômage toujours élevé. L'inflation progressera lentement avec la résorption du volant de capacités inutilisées, mais elle restera mesurée.

Les risques entourant les perspectives demeurent considérables. Un ralentissement de la croissance du commerce mondial pourrait nuire aux exportations. Des turbulences sur les marchés internationaux et le climat d'incertitude politique pourraient éroder la confiance du secteur privé, pesant ainsi sur la demande intérieure. À l'inverse, la demande intérieure pourrait s'avérer plus résiliente que prévu si les créations d'emplois étaient supérieures aux prévisions.



Extrait de :

## OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-2-44-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-44-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).